

Corinne Deloy

J-7  
7 jours avant  
le scrutin

# Les socialistes sont en perte de vitesse dans les sondages à une semaine des élections législatives aux Pays-Bas

22 partis au total sont en lice pour les élections législatives qui se tiendront aux Pays-Bas le 12 septembre prochain. Celles-ci sont consécutives à la démission le 25 avril dernier du gouvernement dirigé par Mark Rutte (VVD) qui rassemblait le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), l'Appel chrétien-démocrate (CDA) et le Parti politique réformé (SGP) à l'issue de l'échec des négociations autour des réformes nécessaires à la réduction du déficit budgétaire du pays (4,7% du PIB en 2011).

Si le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) et le Parti socialiste (SP) restent dans le peloton de tête dans les enquêtes d'opinion, les derniers sondages révèlent toutefois une remontée du Parti du travail (PvdA).

## L'Europe au cœur de la campagne électorale

« L'Europe sera la question centrale des élections législatives » indique André Krouwel, politologue à l'université libre d'Amsterdam. Interrogés sur les sujets qui leur semblent primordiaux à la veille du scrutin, un quart des Néerlandais citent l'Europe ; le thème arrive en 4e position, derrière l'économie, les soins de santé et la sécurité sociale. Cependant, lorsqu'on leur demande de désigner la principale menace au niveau international, la crise de l'euro est mentionnée par près de la moitié des personnes interrogées devant la montée de la puissance chinoise, les catastrophes naturelles ou le terrorisme international.

« En mai dernier, 61% des Néerlandais estimaient que la Grèce devait sortir de la zone euro. Maintenant que la tempête autour d'Athènes s'est calmée, ce pourcentage a baissé à 51%. A côté de ce comportement versatile, l'enthousiasme de l'électeur néerlandais pour une coopération européenne marque une baisse. Si en mai, 19% de la population était en faveur de la coopération européenne, actuellement, ce pourcentage se situe à 13%. En même temps, la proportion de personnes qui veulent que certaines compétences européennes

soient rendues aux Etats membres a augmenté de 27% à 37% » a indiqué Peter Kanne de l'institut d'opinion TNS-Nipo. Derniers chiffres : un sondage réalisé par l'institut Maurice de Hond publié fin août révèle que la moitié des Néerlandais (48%) considèrent que l'économie de leur pays souffrirait de l'application de nouvelles mesures d'austérité.

Dans ce contexte, les partis les plus modérés, traditionnellement pro-européens, sont submergés par les partis populistes, PVV à droite et SP à gauche. De fait, tous les candidats au poste de Premier ministre se disent décidés à remettre en cause les engagements européens des Pays-Bas. « On s'inquiète d'avoir à payer toutes ces subventions aux pays du Sud de l'Europe alors que nous devons, dans le même temps, faire des coupes budgétaires dans notre propre pays » indique Marcel Boogers, politologue à l'université de Tilburg.

Populistes de gauche et populistes de droite : un « non » à Bruxelles

Le Parti socialiste, fortement eurosceptique, rejette la politique d'austérité, estimant que l'Union européenne impose d'importants sacrifices aux populations tandis qu'elle se montre clémentine envers les banques. Emile Roemer, leader du SP, s'oppose à la discipline budgétaire européenne (qui limite le déficit budgétaire à 3% du PIB) et qui, selon lui, bride la relance et accroît le chômage. Les socialistes souhaitent obtenir deux

années supplémentaires pour ramener le déficit au-dessous des 3% exigés par le Pacte de stabilité et de croissance européen. Ils prévoient de mettre en place un programme d'investissements de 3 milliards € supplémentaires en 2013 pour relancer l'économie néerlandaise.

Les socialistes sont favorables à la mise en place de mesures protectionnistes et demandent un contrôle démocratique de la Banque centrale européenne (BCE) qui devrait être appelée à stimuler l'économie et à créer des emplois. Opposés à la mise en place d'un fonds d'urgence européen, ils se battent pour la signature par Bruxelles de nouveaux accords sur les conditions de la relance économique et la protection sociale. Le SP souhaite conditionner l'approbation de tout transfert de compétences « vers les technocrates de Bruxelles » à un référendum.

Le 20 août dernier, Emile Roemer a déclaré qu'il doutait de la survie de l'euro à la crise actuelle « *au vu des mesures d'austérité néfastes qui sont prises actuellement* », ajoutant « Je ne suis pas sûr qu'on pourra tout résoudre. Je ne peux pas affirmer que l'on sera en mesure de préserver l'euro, même si je l'espère car notre tourment sera plus grand si on échoue ». Selon lui, « L'Europe doit exister pour les peuples, pas pour les multinationales et le secteur financier. Nous ferons des choix différents. Ce n'est pas le rythme de l'austérité qui compte mais sa qualité ». « Je m'oppose à la feuille de route de Herman van Rompuy qui octroie encore plus de pouvoir aux technocrates de Bruxelles, sans contrôle démocratique, et qui s'assied à la table du secteur financier » a-t-il ajouté. Il assure que s'il arrive au pouvoir, les Pays-Bas ne payeront pas d'amendes à l'Union européenne pour non-respect de la règle des 3% minimum de déficit budgétaire. « *Les gens sont plus importants que les petites règles et s'ils menacent de nous infliger une amende, j'irai gentiment expliquer à Bruxelles et à l'Europe que nous avons affaire à des circonstances qui imposent des investissements* » a-t-il déclaré, ajoutant « *Bruxelles n'a rien à gagner dans une lutte avec les l'un des principaux contributeurs nets de l'Union européenne* ».

« *Si le Parti socialiste entre au gouvernement avec au moins un ou deux autres partis de gauche, les*

*Pays-Bas ne suivront plus l'Allemagne, qui pousse uniquement pour l'adoption de mesures d'austérité* » a affirmé le politologue André Krouwel.

Le Parti de la liberté (PVV) est opposé à l'Union européenne qu'il considère comme une menace pour l'Etat-providence et, au-delà, pour la société et l'identité néerlandaises. Pour son leader Geert Wilders, les élections législatives constituent un véritable référendum sur l'Europe. « *Bruxelles est un monstre antidémocratique, un vampire qui va nous sucer jusqu'à ce que nous devenions une province insignifiante de la grande Europe* » a-t-il déclaré, ajoutant « *Nous avons besoin de nos propres frontières, de notre propre monnaie et de notre propre avenir. D'être le patron chez nous, d'être les patrons dans notre propre pays* ». Le programme du PVV contient deux mesures principales : l'abandon de l'euro au profit du florin, l'ancienne monnaie, et le rapprochement des Pays-Bas avec la Suisse et la Norvège, deux pays liés par un accord de libre-échange. Geert Wilders tente de se distinguer de son rival de gauche, Emile Roemer, qu'il qualifie de « *plus grand europhile néerlandais* » et dont il aime à rappeler qu'il a demandé un délai pour réduire le déficit budgétaire et que, contrairement à lui, il ne propose pas de quitter l'Union européenne.

Cependant, Geert Wilders semble quelque peu payer son retrait des négociations autour des réformes nécessaires à la réduction du déficit budgétaire du pays en avril dernier. Le Premier ministre sortant Mark Rutte l'a accusé d'avoir fait passer ses propres intérêts avant ceux du pays. Le leader du PVV peut cependant attirer des électeurs libéraux déçus par la politique du gouvernement sortant. « *Je n'exclurais pas que Geert Wilders puisse toujours bénéficier du vote eurosceptique. Si vous êtes de droite et opposé à l'Union européenne, alors vous pouvez in fine choisir le PVV* » affirme Chris Aalberts, politologue de l'université Erasmus de Rotterdam. Pour d'autres analystes politiques, le leader du PVV a atteint son plafond. « *Le problème pour lui est que ce scrutin n'est pas centré sur l'immigration, l'intégration, le foulard et les mosquées ; ces élections législatives se jouent sur l'euro. Geert Wilders essaie bien de faire de l'euro le cœur de son programme mais il n'est pas le seul à le faire* » a indiqué André Krouwel.

### Partis modérés : un « oui, mais... »

Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) du Premier ministre sortant Mark Rutte, seul à prévoir de réduire le déficit budgétaire national en une seule législature, propose de faire de nouvelles économies, notamment dans les secteurs de la protection sociale, de la santé et de la fonction publique entre autres. Il prévoit aussi des investissements dans l'éducation, les infrastructures, la sécurité et des allègements de charges (à hauteur de 5 milliards €). Enfin, Mark Rutte a ainsi promis d'accorder aux actifs une réduction d'impôts de 1 000 €. « *Pour nous c'est clair, ceux qui travaillent doivent en sentir les bénéfices dans leur porte-monnaie. Nous devons réduire les impôts, et non pas les augmenter* » a-t-il indiqué. « *Les Pays-Bas sont depuis toujours une nation de commerçants et c'est pourquoi je me bats en Europe pour un véritable marché européen et une monnaie européenne forte, pour les emplois néerlandais et dans l'intérêt du pays* » a-t-il déclaré. Il promet de travailler pour « *tous les Néerlandais* » et met en garde ses concitoyens contre la catastrophe que serait, selon lui, l'arrivée au pouvoir des socialistes. Tenus de prendre en compte la hausse du sentiment d'hostilité aux réformes demandées à leur pays par l'Union européenne, les libéraux s'élèvent contre la lenteur de la mise en œuvre des réformes en Grèce alors que La Haye est contrainte à un sévère plan d'austérité. Défenseurs d'une rigueur identique pour tous, le VVD exige non pas « *plus d'Europe mais une meilleure Europe* » et s'oppose à toute nouvelle aide financière à Athènes. « *Nous avons aidé les Grecs deux fois, c'est maintenant à eux de montrer qu'ils veulent conserver l'euro. Les Pays-Bas ont été très affectés par la crise de la dette et les seules solutions sont de baisser les impôts, de mettre les finances publiques en ordre et de permettre les investissements* » a affirmé Mark Rutte, qui a promis de bloquer toute nouvelle aide à Athènes s'il conserve le pouvoir le 12 septembre prochain.

Emploi, famille et cohésion sociale, tels sont, selon son leader Sybrand van Haersma Buma, les priorités de l'Appel chrétien-démocrate (CDA). « *Les vraies solutions ne viendront pas des extrêmes. Au bout du compte, les solutions se trouvent au centre, dans une politique réfléchie et raisonnable. Nous optons pour*

*une société active et participative. En temps de crise, nous dépendons davantage les uns des autres. Cela demande une nouvelle morale, avec moins d'Etat, moins de règles, plus d'ouverture aux autres et d'initiatives personnelles et locales* » a-t-il déclaré. Au niveau européen, le programme du CDA demande une discipline budgétaire plus stricte, la nomination d'un commissaire européen en charge de ce sujet, l'indépendance de la Banque centrale européenne et le contrôle européen des banques. Sybrand van Haersma Buma affiche cependant son scepticisme à une semaine du scrutin. Il a indiqué que le rétablissement de son parti, en baisse constante dans les urnes depuis bientôt dix ans, prendrait plusieurs années. Dans un entretien donné au journal *NRC-Handelsblad*, il anticipe la défaite électorale (perte de 5 à 10 sièges) du CDA. Le leader chrétien-démocrate a exclu de participer à une coalition gouvernementale qui serait soutenue par le Parti de la liberté (PVV).

Pour les travaillistes, les Pays-Bas ont besoin de davantage de temps pour retrouver l'équilibre budgétaire. Selon eux, celui-ci devrait être atteint en 2017. Leur leader Diederik Samson a indiqué qu'il souhaitait renégocier avec le Pacte budgétaire européen auquel il veut voir ajouter des mesures de croissance. « *Je suis passé de l'euro-optimisme à l'euro-réalisme. La génération politique précédente nous reproche parfois de ne pas être assez idéalistes, mais cette génération a été trop naïve. Un certain nombre de mesures doivent être prises d'urgence pour stabiliser l'ensemble, afin que la prochaine génération puisse poursuivre l'unification. Il existe un certain consensus sur la voie à suivre. Nous devons nous diriger vers une union bancaire, la surveillance européenne, un fonds de résolution pour les banques en faillite et, enfin, vers un système européen de garantie des dépôts* » a-t-il déclaré. Par ailleurs, il estime que ses adversaires seront contraints de revenir sur leur promesse de ne plus aider la Grèce. « *Personnellement, je pense qu'Athènes a besoin de plus de temps. Mais même en cas de faillite de la Grèce, les Pays-Bas ne peuvent pas laisser tomber ce pays* » a-t-il affirmé. Le Parti du travail (PvdA) espère obtenir plus de 20 sièges à la Chambre des Etats généraux, le 12 septembre. Un résultat de 25 sièges leur permettrait sans doute de participer au prochain gouvernement.

**Démocrates 66 : le salut par l'Europe**

Alexander Pechtold, leader des Démocrates 66, favorables à une plus grande intégration européenne et à une Europe fédérale (« *Nous avons besoin d'une Europe puissante. Une monnaie unique et une économie unique ne peuvent pas se passer de direction unique* » a-t-il déclaré), a vivement critiqué le Premier ministre Mark Rutte pour avoir « *ruiné notre réputation internationale et les intérêts des Pays-Bas* » et fait « *prévaloir les intérêts eurosceptiques du Parti populaire pour la liberté et la démocratie sur l'intérêt national* ». « *Mark Rutte incarne l'immobilisme de ces dernières années. Emile Roemer a un agenda négatif. De cette façon, il se met hors jeu. Les Pays-Bas ont besoin d'un centre progressiste. L'Europe est une réalité. Naturellement, elle n'est pas achevée. Il y a 25 ans, l'Europe était confrontée à la question des rapports est-ouest, maintenant, ce sont les rapports nord-sud qui posent problème. Un contrôle européen des banques va se mettre en place, afin que nous ne soyons pas obligés de croire les Espagnols sur leur bonne foi. Il y a du pain sur la planche : il faut transférer les 40 milliards de subventions à l'agriculture vers la recherche et l'innovation. Il est facile d'afficher une position cynique. Ce n'est pas la mienne* » a déclaré Alexander Pechtold. Il a averti que les Pays-Bas ne pouvaient pas « *après l'échec de l'aventure à droite, se permettre une expérience à gauche* ». « *Notre pays ne peut pas suppor-*

*ter une nouvelle période marquée par le populisme, quelle que soit sa couleur* » a-t-il indiqué dans le quotidien *Volkskrant*. Il souhaite que les Pays-Bas se dotent d'une coalition stable et répète que le vote en faveur des Démocrates 66 est la meilleure façon d'obtenir un tel gouvernement.

Les enquêtes d'opinion de ces dernières semaines plaçaient toutes en tête les libéraux du VVD et les socialistes (SP) ; elles différaient toutefois sur le parti qui arriverait en tête le 12 septembre. Mais les travaillistes (PvdA) ont récemment enregistré une poussée dans les sondages, grâce notamment aux performances de son leader, Diederik Samson, lors des débats télévisés qui l'ont opposé aux autres têtes de liste.

Dans son enquête d'opinion publiée le 3 septembre, l'institut Synovate crédite le VVD de 35 sièges, le PvdA de 30, le SP de 24, le PVV de 18, le CDA et les D66 de 14 chacun. Le Parti des animaux (PvdD) de Marianne Thieme et l'Union chrétienne (CU) dirigée par Arie Slob obtiendraient 4 sièges chacun ; la Gauche verte (GL), de Jolande Sap, 3 et enfin le Parti politique réformé (SGP), conduit par Kees van der Staaij, et 50 Plus, de 2 députés chacun.

« *Etant donné l'état des choses, on n'aura pas de nouveau gouvernement avant la nouvelle année. Cela va prendre du temps pour former une coalition, qui sera, de plus, probablement instable* » a indiqué André Krouwel.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.